



Rapport du Groupe interparlementaire Canada-Japon

22^e Réunion bilatérale

Tokyo et Tohoku (Japon)

Du 13 au 17 mai 2024

Rapport

Du 13 au 17 mai 2024, en réponse à une invitation du président de la Chambre des représentants du Japon, le Groupe interparlementaire Canada-Japon (CAJP) s'est rendu au Japon pour la 22^e Réunion bilatérale afin de rencontrer ses homologues de la Ligue d'amitié de la Diète Japon-Canada. Les deux co-présidents du CAJP, le sénateur Stan Kutcher et le député Terry Sheehan, ont dirigé la délégation, dont faisaient également partie Angelo Iacono, député et vice président du CAJP, le sénateur Michael L. MacDonald, ainsi que les députés Gord Johns, Sébastien Lemire et Dan Mazier. Les délégués étaient accompagnés de deux membres du personnel du CAJP : Grant McLaughlin, secrétaire, et Corentin Bialais, conseiller.

Pendant leur séjour à Tokyo du 13 au 14 mai 2024, les délégués ont rencontré des membres de la Ligue d'amitié, des représentants de la Diète nationale du Japon et des ministres du cabinet japonais. Du 15 au 17 mai 2024, les délégués ont entrepris une mission d'observation axée sur la reconstruction dans la région de Tohoku, qui a été la partie la plus touchée par le séisme et le tsunami de 2011 dans l'est du Japon.

Au Japon, les délégués ont pu compter sur l'appui du personnel de la Chambre des représentants du Japon lors de la réunion bilatérale, ainsi que sur l'aide du personnel de l'Ambassade du Canada à Tokyo tout au long de leur voyage. De plus, les délégués ont reçu des documents d'information préparés par la Bibliothèque du Parlement et d'Affaires mondiales Canada, qui a également offert aux délégués une séance d'information avant leur départ. Au nom des délégués, les co-présidents tiennent à remercier sincèrement toutes les personnes qui ont préparé des documents et d'autres formes de soutien en prévision de la visite et qui ont accompagné les délégués lors de la réunion bilatérale et de la mission d'observation.

CONSULTATIONS BILATÉRALES

Les consultations bilatérales ont été au cœur de la visite des délégués au Japon et ont permis aux parlementaires canadiens et japonais d'échanger des points de vue sur des questions d'intérêt commun. Cette année, ils ont convenu de discuter des sujets suivants :

- Coopération en matière de paix et de sécurité dans la région Indo-Pacifique et ailleurs;
- Coopération en matière de politique scientifique et technologique et de commerce de l'énergie; et
- Approches comparatives en matière de prévention des catastrophes et de reconstruction.

Avant de partir pour le Japon, les délégués ont désigné un présentateur principal pour chaque sujet en fonction des intérêts individuels de chacun. Ils ont également convenu de la nécessité de transmettre un message cohérent et uniforme à leurs homologues japonais.

A. Remarques d'ouverture

ETO Seishiro, président de la Ligue d'amitié, a lancé les consultations entre le CAJP et la Ligue d'amitié en accueillant les délégués à Tokyo et en remerciant le Canada d'avoir accueilli la 21^e Réunion bilatérale à Ottawa en août 2023. Le sénateur Kutcher a remercié les hôtes japonais, puis il a présenté les membres de la délégation et les trois sujets de discussion à aborder lors des consultations.

B. Coopération en matière de paix et de sécurité dans la région Indo-Pacifique et ailleurs

SUZUKI Keisuke, membre de la Chambre des représentants du Japon, a soulevé des préoccupations au sujet des perturbations causées par la Chine sur la scène internationale, en citant notamment la répression à Hong Kong et les tentatives de modifier le statu quo dans le détroit de Taïwan. Il a souligné l'importance de la coopération entre les nations aux vues similaires pour renforcer la dissuasion, et il a salué la mise en œuvre continue de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. De plus, M. SUZUKI a dit être en faveur d'une collaboration accrue entre le Japon et le Canada, notamment en ce qui concerne la liberté de navigation dans la région de l'Indo-Pacifique.

Angelo Iacono a axé son intervention sur la Stratégie du Canada pour l'Indo Pacifique, attirant l'attention sur la manière dont la stratégie est intégrée aux récentes initiatives de coopération entre le Canada et le Japon, y compris les négociations en cours afin de conclure un accord général sur la sécurité et l'information entre les Forces armées canadiennes et les Forces d'autodéfense japonaises. Il a également souligné que la politique de défense du Canada a été mise à jour en avril 2024. Il a expliqué qu'elle avait été conçue en partie pour répondre à l'ambitieuse montée en puissance militaire de la Chine et aux récentes actions de la Corée du Nord qui déstabilisent la région de l'Indo Pacifique. Finalement, Angelo Iacono a indiqué que la mise à jour de la politique fait écho aux engagements de la stratégie visant à renforcer la présence militaire du Canada dans la région.

Les délégués des deux pays ont convenu que les alliés devraient coordonner leurs approches pour dissuader les actions de la Chine dirigées contre Taïwan et ont insisté sur les conséquences perturbatrices que ces actions pourraient avoir sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ils ont également discuté de leur participation aux efforts multinationaux déployés par plusieurs alliés de la région pour faire respecter les sanctions des Nations Unies contre la Corée du Nord par l'intermédiaire de la cellule de coordination de l'application des sanctions basée à Yokosuka, au Japon. En outre, les délégués ont souligné l'importance de s'engager avec des pays ayant les mêmes intérêts géopolitiques, comme l'Inde, et de collaborer avec des pays aux vues similaires comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud. Enfin, les délégués canadiens ont remercié les Japonais pour leurs efforts en soutien à l'Ukraine, notamment l'imposition rapide de sanctions sévères contre la Russie.

C. Coopération en matière de politique scientifique et technologique et de commerce de l'énergie

GOTO Yuichi, membre de la Chambre des représentants du Japon et secrétaire en chef par intérim de la Ligue d'amitié, a reconnu que le Japon a l'un des taux les plus bas

d'autosuffisance énergétique parmi les pays développés et dépend des importations pour la majeure partie de son approvisionnement énergétique. Il a expliqué que le Canada est un partenaire potentiel alors que le Japon cherche à diversifier ses fournisseurs d'énergie et il a salué la collaboration avec le Canada en ce qui concerne le gaz naturel liquéfié, l'ammoniac, l'énergie nucléaire et la capture, l'utilisation et le stockage du carbone. En ce qui concerne les politiques scientifiques et technologiques, il a souligné le travail essentiel du processus d'Hiroshima sur l'intelligence artificielle du Groupe des Sept (G7) et a discuté de la nécessité de tirer parti des possibilités d'innovation associées à l'intelligence artificielle tout en gérant les risques qui y sont associés.

En ce qui concerne la science et la technologie, Sébastien Lemire a souligné la collaboration de longue date entre le Canada et le Japon, qui a été lancée dès 1972 avec des échanges entre fonctionnaires fédéraux et s'est poursuivie avec la signature d'un accord officiel sur la science et la coopération en 1986. Il a rappelé qu'en septembre 2023, les deux pays ont signé un accord de coopération en matière de science et de technologie industrielle, dans le cadre duquel le Canada s'est engagé à renforcer les partenariats avec le Japon en matière de science, de technologie et d'innovation. En ce qui concerne le commerce de l'énergie, M. Lemire a attiré l'attention sur les engagements de la Stratégie du Canada sur l'Indo Pacifique afin de faire du Canada un partenaire énergétique responsable et fiable en exploitant son potentiel en tant que fournisseur d'hydrogène et d'énergie propre. De plus, il a souligné que la région de l'Abitibi-Témiscamingue au Québec est bien positionnée pour fournir certains des minéraux nécessaires à la transition énergétique, notamment pour le développement de batteries pour véhicules électriques.

Les délégués des deux pays ont souligné les liens entre l'innovation et l'énergie. Les délégués japonais ont mentionné que l'intelligence artificielle offre des possibilités en matière d'innovation et de recherche, mais ils ont aussi noté que le Japon a du mal à attirer des investissements en raison de la disponibilité limitée et du coût élevé de l'électricité. De plus, les délégués des deux pays ont souligné le rôle que l'énergie nucléaire pourrait jouer dans la transition énergétique. Cette source d'énergie offre des possibilités, notamment pour les régions rurales avec des réacteurs modulaires de petite taille, mais elle comporte aussi son lot de défis, dont la nécessité de gérer les risques et les déchets nucléaires.

D. Approches comparatives en matière de prévention des catastrophes et de reconstruction

MUTAI Sunsuke, membre de la Chambre des représentants du Japon, a souligné l'ampleur et la profondeur de l'expérience du Japon dans la gestion des catastrophes naturelles, telles que les tremblements de terre, mais a noté que le pays doit faire face à de nouveaux défis liés aux changements climatiques, comme l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des typhons. Il se souvient qu'à la suite du séisme et du tsunami de 2011 dans l'est du Japon, son pays a créé une agence de reconstruction pour coordonner les efforts de reconstruction et la réponse à l'accident nucléaire survenu à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Insistant sur l'importance des gouvernements dans de telles situations, il a souligné le rôle crucial que jouent les communautés locales, y compris les municipalités et les pompiers volontaires, dans la prévention des urgences

et les interventions en réponse à celles-ci. Pour conclure, il a affirmé qu'il était important de mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe des Nations Unies, dans lequel les États membres se sont engagés à améliorer la reconstruction et la prévention des catastrophes dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques.

Gord Johns a reconnu la perte tragique de vies et la destruction causées par le séisme et le tsunami de 2011 dans l'est du Japon, faisant observer que le tsunami a atteint la côte ouest de la Colombie-Britannique et a entraîné le dépôt de débris marins japonais sur les plages de la province. En tant que membre de la Chambre des communes représentant l'une des régions côtières du Canada touchées par le tsunami, il a exprimé sa gratitude envers le ministère de l'Environnement japonais et d'autres organisations à but non lucratif japonaises qui ont envoyé des experts en Colombie Britannique pour participer aux efforts de nettoyage. Il a également brossé le portrait du processus d'intervention du Canada en cas d'urgence, expliquant que le gouvernement fédéral soutient les provinces et les territoires et peut déployer les Forces armées canadiennes si ces administrations en font la demande. Il a fait écho au commentaire de MUTAI Sunshuke sur la nécessité de se préparer aux urgences, indiquant que les feux de forêt deviennent de plus en plus incontrôlables en raison des changements climatiques. Il a notamment évoqué les incendies survenus en 2016, à Fort McMurray (Alberta), en 2021, à Lytton (Colombie-Britannique) et en 2023, partout au pays.

Les délégués des deux pays ont décrit leurs approches respectives en matière de situation d'urgence. Les délégués japonais ont fourni des informations sur l'équipe d'assistance médicale en cas de catastrophe de Tokyo, qui envoie des médecins et des infirmières sur place au lieu de transporter les blessés vers les hôpitaux. Cette approche permet de réduire considérablement le nombre de victimes et de fournir des services de santé physique et mentale sur-le-champ. De plus, les délégués des deux pays ont discuté de l'importance de pouvoir compter sur des pompiers volontaires en cas d'urgence ainsi que des méthodes pour augmenter leur nombre, en particulier dans les zones rurales, où ils sont souvent les premiers intervenants. Les délégués canadiens ont parlé du crédit d'impôt fédéral pour les pompiers volontaires et les délégués japonais ont expliqué que les volontaires de leur pays peuvent toucher des indemnités. Par ailleurs, les délégués japonais ont attiré l'attention sur la participation des femmes et des enfants à la prévention des risques de catastrophe au niveau local.

E. Déclarations de clôture

Pour conclure la consultation bilatérale, TSUCHIYA Shinako, ministre de la Reconstruction du Japon et vice-présidente et secrétaire en chef de la Ligue d'amitié, et Terry Sheehan ont salué les discussions fructueuses des délégués et souligné les intérêts communs du Japon et du Canada dans des domaines tels que la paix et la sécurité, l'énergie, la recherche et l'innovation, et la préparation aux situations d'urgence. Terry Sheehan a encouragé les membres de la Ligue d'amitié à se rendre au Canada pour la 23^e Réunion bilatérale.

RÉUNIONS AVEC DES RESPONSABLES DE LA DIÈTE NATIONALE DU JAPON

Le 14 mai 2024, la délégation a rencontré NUKAGA Fukushima, président de la Chambre des représentants du Japon, et KAIEDA Banri, son vice-président. Le président NUKAGA a accueilli la délégation au Japon, a salué la relation solide entre le CAJP et la Ligue d'amitié, et a tenu à souligner le 95^e anniversaire de l'ambassade du Canada à Tokyo, dont la création a marqué le début des relations bilatérales entre le Canada et le Japon. Le vice-président KAIEDA a remercié les délégués d'avoir fait le voyage jusqu'au Japon et il a aussi remercié le Canada de façon générale pour le soutien important apporté à la suite du séisme et du tsunami qui ont frappé l'est du Japon en 2011. Le sénateur Kutcher et Terry Sheehan se sont dits reconnaissants d'avoir été invités à se rendre au Japon pour la 22^e Réunion bilatérale et ont souligné l'importance des consultations bilatérales pour renforcer la compréhension mutuelle et la confiance entre les membres du CAJP et de la Ligue d'amitié.

Les délégués ont également rencontré NAGAHAMA Hiroyuki, vice-président de la Chambre des conseillers du Japon. Après avoir accueilli les délégués et les avoir remerciés de leur présence, il a souligné le caractère multidimensionnel de la relation parlementaire que le Japon et le Canada ont construite, tant à l'échelle bilatérale que multilatérale, et a évoqué la création du Forum parlementaire Asie-Pacifique. De plus, il a insisté sur l'importance des liens municipaux, expliquant que sa ville natale de Chiba est jumelée avec North Vancouver (Colombie-Britannique). Il a aussi souligné l'importance des échanges éducatifs, notamment grâce au programme d'échange d'enseignants avec le Japon. De leur côté, le sénateur Kutcher et Terry Sheehan ont souligné l'engagement de longue date du CAJP envers la relation avec le Japon. Ils ont parlé du soutien apporté au Japon par le CAJP après le séisme et le tsunami qui ont frappé l'est du pays et ont indiqué que des membres du CAJP avaient également visité la région de Tohoku en 2012 et en 2018.

Enfin, les délégués ont visité le bâtiment de la Diète nationale du Japon, où ils en ont appris davantage sur le processus parlementaire du Japon. Lors de l'ouverture de la séance plénière de la Chambre des représentants, la présence des délégués a été saluée et ces derniers ont reçu une ovation debout.

RÉUNIONS AVEC LES MINISTRES DU CABINET JAPONAIS

Le 13 mai 2024, les délégués ont rencontré ITO Shintaro, ministre de l'Environnement du Japon et ministre d'État chargé de la préparation aux situations d'urgence nucléaire. Lors de cette réunion, le ministre ITO a discuté de la transition énergétique en cours au Japon et de son bouquet énergétique en évolution qui comprend une production d'énergie renouvelable modeste, mais dont la croissance est rapide. Il a souligné l'importance d'encourager l'investissement privé pour financer les mesures d'atténuation des changements climatiques, et a mentionné les efforts déployés par les ministres de l'Environnement du G7 concernant les changements climatiques, la biodiversité et la pollution par les microplastiques. Dans leur discussion avec le ministre ITO, les délégués se sont concentrés sur certaines des questions relatives à la transition énergétique, telles que le recyclage des panneaux solaires, les ajustements à la frontière pour le carbone et les besoins énergétiques des nouvelles technologies, y compris les semi-conducteurs.

Le 14 mai 2024, les délégués ont rencontré KAMIKAWA Yoko, ministre des Affaires étrangères du Japon. Les délégués et la ministre KAMIKAWA ont insisté sur les objectifs similaires du Canada et du Japon sur la scène internationale, lesquels sont soutenus par des concepts similaires, tels que le Nouveau Plan du Japon pour un Indo-Pacifique libre et ouvert et la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Le sénateur Kutcher et Terry Sheehan ont remercié la ministre KAMIKAWA pour sa participation à la Ligue d'amitié et pour son engagement envers le Canada, comme en témoigne sa visite à Montréal (Québec), en janvier 2024.

MISSION D'OBSERVATION DANS LA RÉGION DE TOHOKU

Du 15 au 17 mai 2024, les délégués se sont rendus dans la région de Tohoku pour en apprendre davantage sur les efforts de reconstruction entrepris à la suite du séisme et du tsunami qui ont frappé l'est du Japon en 2011, ainsi que sur l'incident survenu immédiatement après à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

A. Réunions avec les responsables et visites des communautés touchées

Les délégués ont visité Natori, une ville côtière près de la plus grande ville de Tohoku, Sendai. Ils y ont rencontré YAMADA Shiro, maire de Natori. Les délégués ont été informés des dégâts causés par le tsunami de l'est du Japon en 2011, qui a entraîné la perte de 965 vies parmi les 73 229 résidents de la ville à l'époque et qui a détruit ou endommagé 13 991 bâtiments. Le maire YAMADA a remercié le Canada pour son soutien à deux projets qui faisaient partie du projet de reconstruction Canada-Tohoku mis en place après la catastrophe : la construction du Pavillon Maple au marché du matin du port de Yuriage, et la transformation de la bibliothèque publique Donburi Anne en Musée de l'histoire et du folklore de la ville de Natori. Les délégués ont visité ces deux sites et ont déposé une couronne au Parc commémoratif du séisme de Natori.

De plus, les délégués ont rencontré des maires et des dirigeants de trois communautés du nord de Sendai qui ont été touchées par le tsunami de l'est du Japon, notamment le maire de Matsushima, IROKAWA Haruo, le maire de Shiogama, SATO Koki, et le maire d'Ishinomaki, SAITO Masami. Les délégués ont appris qu'à Ishinomaki, 74 enfants et 10 enseignants de l'école primaire Okawa ont perdu la vie en raison du tsunami et que, bien que l'école soit située à l'intérieur des terres, les enfants et les enseignants qui avaient suivi la procédure d'urgence et s'étaient regroupés à l'extérieur du bâtiment ont été emportés lorsque le tsunami a fait sortir la rivière de son lit. Les délégués ont visité les ruines de l'ancienne école, qui ont été conservées telles quelles depuis 2011. Ils ont visité le musée construit pour documenter la tragédie et y ont déposé une gerbe de fleurs.

B. Centrale nucléaire de Fukushima Daiichi

Les délégués se sont rendus dans la préfecture de Fukushima, où ils ont visité le Musée commémoratif du Grand tremblement de terre et de la catastrophe nucléaire de l'est du Japon et en ont appris davantage sur la chronologie du Grand tremblement de terre et du tsunami de l'est du Japon, ainsi que sur l'incident nucléaire qui s'est ensuite produit à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. Ils ont également pris connaissance des efforts de recherche et de sauvetage qui ont suivi et sur la vie des personnes touchées

par ces événements. En ce qui concerne l'incident nucléaire, les délégués ont été informés des procédés utilisés pour décontaminer les sols et du déroulement du retour des habitants dans la région depuis la levée de l'ordre d'évacuation de six ans.

De plus, les délégués ont visité deux installations liées aux travaux de désaffectation de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi : le Centre d'archives de la désaffectation de la compagnie d'électricité de Tokyo (TEPCO) ainsi que la centrale nucléaire désaffectée. Au Centre d'archives, les délégués ont rencontré ABE Moriyasu, vice-président de la société d'ingénierie de décontamination et de désaffectation de Fukushima Daiichi. Il a exposé la chronologie de l'incident nucléaire et a expliqué que le Centre d'archives recueille des informations sur les mesures prises par TEPCO en réponse à l'incident nucléaire et sur les actions qui pourraient être entreprises pour prévenir un incident similaire à l'avenir.

Alors qu'il se trouvait à la centrale électrique désaffectée, qui abrite également les installations de décontamination des eaux usées, M. ABE a expliqué que, pour prévenir la contamination environnementale, l'eau irradiée capturée et stockée sur place est traitée à l'aide du système de traitement liquide évolué (STLE), un système de pompage et de filtration qui élimine la radioactivité. Il a noté que l'eau traitée a été conservée dans des réservoirs jusqu'à ce que le premier déversement dans l'océan ait eu lieu en août 2023. La centrale entame maintenant la deuxième phase de déversement.

Lors des discussions avec des experts pendant la visite de la centrale nucléaire désaffectée, les délégués se sont intéressés aux processus de décontamination, aux coûts des efforts de reconstruction et de la collaboration entre TEPCO et le gouvernement central du Japon dans le cadre des mesures de reprise et de prévention en cours. Lors des discussions, les délégués ont expliqué que le Canada a appris des pratiques exemplaires basées sur l'expérience du Japon, ajoutant que le pays a renforcé sa gestion des risques de catastrophe pour la sécurité nucléaire à la suite de la catastrophe nucléaire survenue au Japon. Les co-présidents ont exprimé leur soutien au Japon à la suite de la décision de la Chine et de la Russie de bannir les produits de la mer japonais en raison du rejet des eaux traitées. Ils ont noté que ces deux pays continuent de pêcher dans les mêmes eaux, et ont souligné que l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Commission canadienne de sûreté nucléaire ont déclaré que le plan du Japon de libérer les eaux traitées par STLE était conforme aux normes internationales de sécurité et reposait sur des bases scientifiques.

Respectueusement soumis,

L'honorable Stan Kutcher, sénateur
Co-président, Groupe interparlementaire Canada-Japon

Terry Sheehan, député
Co-président, Groupe interparlementaire Canada-Japon

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-Japon
ACTIVITÉ	22 ^e Réunion bilatérale
DESTINATION	Tokyo et Tohoku (Japon)
DATES	Du 13 au 17 mai 2024
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Stanley Kutcher L'hon. Michael MacDonald Terry Sheehan Angelo Iacono
CHAMBRE DES COMMUNES	Gord Johns Sébastien Lemire Dan Mazier
PERSONNEL	Grant McLaughlin Corentin Bialais
TRANSPORT	78 679,72 \$
HÉBERGEMENT	21 520,06 \$
ACCUEIL	923,17 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	6 074,85 \$
CADEAUX OFFICIELS	989,50 \$
DIVERS	2 999,42 \$
TOTAL	111 186,72 \$